



## Face au bonus-malus et aux ZFE, les Français jouent la montre

Une étude cerne les interrogations des automobilistes face à une stratégie d'achat héritée de règles obscures et un avenir électrique relevant du pari.

Par Jacques Chevalier

Publié le 22/11/2023 à 07h00

L'achat d'une voiture neuve correspond désormais à une stratégie autrement plus complexe que le classique essence-diesel d'hier. © Vincent Isore / MAXPPP / IP3 PRESS/MAXPPP

Il y a un gouffre entre les résolutions des instances politiques et la perception des mêmes problématiques par le consommateur. En d'autres termes, c'est bien celui qui paie qui a finalement raison. Pour avoir sous-estimé la résistance des Français au changement, la communauté risque de payer cher les pots cassés d'une voiture électrique imposée contre le bon sens même. Pourquoi envoyer à la casse un véhicule thermique qui remplit totalement son cahier des charges et qui peut, en dépit des années qui passent, rendre encore des services signalés ?

La newsletter automobile

Tous les vendredis à 11h

Recevez le meilleur de l'actualité automobile : essais, événements, stratégie constructeurs, sécurité...

Merci !

Votre inscription a bien été prise en compte avec l'adresse email :

Pour découvrir toutes nos autres newsletters, rendez-vous ici : [MonCompte](#)

En vous inscrivant, vous acceptez les conditions générales d'utilisations et notre politique de confidentialité.

C'est ce que sous-tendent les résultats d'un sondage BVA pour le compte d'AutoJM, un mandataire automobile qui importe des véhicules neufs depuis 1975. Selon ce sondage, seulement 18 % des sondés trouvent les véhicules électriques intéressants dans le contexte actuel d'inflation alors que 59 % des Français éprouvent des difficultés à boucler leurs fins de mois.

Cette méfiance est à relativiser car, chez ceux qui envisagent de changer de voiture, 38 % disent considérer tout de même cette offre comme nouvelle. Mais ils sont près des deux tiers à ne pas y songer, ce qui démontre qu'il reste beaucoup de chemin à faire pour convaincre les réticents.

Cependant, la période n'est guère propice avec un changement des règles kafkaïennes du bonus-malus qui interroge 78 % des Français. À compter du 1<sup>er</sup> janvier, le malus sera appliqué à tout véhicule émettant plus de 118 grammes de CO<sub>2</sub>/ par kilomètre. Le montant du malus est de 50 euros par gramme au-dessus de ce seuil jusqu'à un maximum de 60 000 euros. Voilà la règle générale pour les thermiques et, a priori, une forte incitation à opter pour un véhicule électrifié qui y échappe.

Une digue antichinoise

Mais, à ce stade, les nouvelles règles les concernant pour le bonus ne seront pas connues avant le 15 décembre. Et ne pas avoir de bonus avec un modèle à batterie équivaut à un malus. Actuellement, pour obtenir cette prime, il faut acquérir un véhicule électrique (ou hybride) de moins de 47 000 euros et d'un poids inférieur à 2,4 t. La



nouvelle règle sera moins simpliste car, pour décrocher une aide à l'achat d'une 100 % électrique de 5 000 à 7 000 euros selon le profil de l'acheteur, il faudra que le véhicule établisse un éco-score minimal de 60 points sur un total de 100. Il semble que le seuil des 47 000 euros soit maintenu (hors options de confort ou d'équipement) mais que le poids admissible soit réduit, selon la rumeur, à deux tonnes.

Véhicule thermique ou électrifié, 78 % des candidats à l'achat d'un véhicule neuf déclarent guetter les nouveaux seuils du bonus-malus. Mais la conviction est faite pour 32 % d'entre eux, qui ont complètement renoncé à leur projet d'achat automobile. Il y a aussi les règles abracadabrantes des zones à faibles émissions (ZFE) qui devaient inciter à changer de voiture. Elles touchent leur objectif pour 41 % des sondés, tandis que 51 % expriment leurs réticences.

Du coup, il est urgent de ne rien changer pour 77 % des Français, qui entendent conserver leur véhicule actuel... le plus longtemps possible. Et la plus mauvaise nouvelle est pour la fin alors que ces mesures ont un relent protectionniste européen avéré. Le sondage met en relief l'intérêt de 50 % des pro-électriques pour les véhicules venus de Chine. Cela veut dire que les tabous se lèvent sur les produits technologiques made in China, dans le droit fil des ordinateurs, smartphones et autres objets sophistiqués nécessitant naguère un savoir-faire occidental.

D'où cette nouvelle digue érigée contre ces modèles exotiques à prix cassé avec un éco-score ne prenant plus seulement en compte l'usage seul mais, aussi, en amont la fabrication avec l'impact réel des émissions de CO<sub>2</sub>. Ces éléments pèseront pour 70 % dans le résultat d'un score environnemental dont les 30 % restants concerneront les éléments relatifs à l'incorporation de matériaux recyclés et biosourcés, ainsi que la réparabilité de la batterie. Au cumul, pour être aidée, la voiture convoitée devra décrocher une note minimum de 60 sur 100. On attend le 15 décembre pour que les constructeurs rendent leur copie.

